

obtenir de lui les renseignements nécessaires sur les forces et la position des troupes.

Napoléon expédie en toute hâte un chef d'escadron du 21^e chasseurs (Murat), avec trois cents chevaux, à la plaine des Sablons, pour en ramener les quarante pièces d'artillerie qui s'y trouvent.

Cet officier y arrive à trois heures du matin; il s'y rencontre avec une colonne de la section Lepelletier, qui vient, elle aussi, pour s'emparer du parc. Mais Murat est à cheval et en plaine. Les section-



Joséphine de Beauharnais

naires jugent que toute résistance est inutile, et se retirent. Deux heures après, les quarante pièces de canon, conduites par Murat, entraient dans les Tuileries.

L'armée conventionnelle se composait de cinq mille hommes. Il n'en fallait pas tant pour apaiser une émeute; mais ce n'était pas trop pour résister à une garde nationale bien déterminée, bien armée et bien fournie de canons.

On renforça ces cinq mille hommes de quinze cents volontaires

organisés en trois bataillons. Enfin Napoléon fit porter des fusils dans le château des Tuileries, pour en armer les conventionnels eux-mêmes, en cas de besoin. L'issue de l'attaque ne pouvait être douteuse : les sectionnaires n'avaient pas de chefs connus.

Cependant le danger devenait plus pressant. On discutait beaucoup dans le sein de la Convention, mais on ne décidait rien. Les uns voulaient qu'on déposât les armes et qu'on reçût les sectionnaires comme jadis les sénateurs romains reçurent les Gaulois ; d'autres voulaient qu'on se retranchât sur les hauteurs de Saint-Cloud, au lieu dit *l'ancien Camp de César*, pour y attendre l'armée des côtes de l'Océan. La majeure partie opinait pour qu'on envoyât des députations aux quarante-huit sections, afin de leur faire des propositions de paix. Il arriva alors ce qui arrive dans toutes les crises semblables, on ne s'entendit pas et le temps se passa ainsi.

Le 13 vendémiaire (5 octobre 1795), les sections marchèrent sur les Tuileries ; une de leurs colonnes, débouchant par la rue St-Honoré, attaqua le point où se trouvait Napoléon.

Il ordonna à ses canonniers de faire feu ; les sectionnaires se sauvèrent ; on les poursuivit. Ils s'arrêtèrent sur les degrés de l'Église Saint-Roch, et recommencèrent la fusillade.

Une seule pièce de canon avait pu être conduite dans l'impasse étroite du Dauphin, située en face de l'église ; elle tira sur les insurgés.

Ce seul coup suffit pour les disperser entièrement. La colonne qui déboucha par le Pont Royal n'eut pas plus de succès ; en une heure et demie tout fut décidé et la victoire resta au parti que Napoléon



avait défendu. Le soir, Paris était tranquille ; force était restée aux pouvoirs établis.

Quand Napoléon reparut dans le sein de la Convention, il fut salué comme le sauveur de l'Assemblée, de la République et de la Révolution.

Barras lui-même déclara que le jeune général, par ses dispositions savantes, avait tout fait. Il est vrai de dire que Napoléon ne s'était pas épargné : sur la place du Carrousel, il avait eu son cheval blessé sous lui. Le président de la Convention lui donna l'accolade fraternelle, et le lendemain, le député Fréron s'écriait à la tribune :

— N'oubliez pas que le général Bonaparte n'a eu qu'un moment pour faire les dispositions savantes dont vous avez vu les effets !

De l'Assemblée nationale, le nom de Bonaparte passa dans les journaux, et sortit ainsi de l'obscurité qui l'avait enveloppé.

Le lendemain, la Convention décréta que les auteurs ou complices de la révolte sectionnaire seraient jugés par un conseil de guerre. On dut craindre des vengeances éclatantes ; mais on fit plus de bruit que de mal.

Cependant deux individus furent exécutés : l'émigré Lafond, l'un des commandants sectionnaires, et Lebois président de la *section du Théâtre-Français*. Menou fut de même mis en jugement, comme *accusé de trahison* ; mais Napoléon déclara hautement que si ce général méritait la mort pour avoir parlementé avec la *section Lepelletier*, les représentants du peuple qui l'accompagnaient alors la méritaient aussi.

Dans cette circonstance, l'intérêt que porta à Menou son successeur victorieux, et la composition du conseil de guerre, présidé par le général Loison, le tirèrent de ce mauvais pas : il fut acquitté.

Quelques jours après, c'est-à-dire le 16 octobre, Napoléon fut promu au grade de général de division, et le 26 du même mois, à celui de *général en chef de l'armée de l'intérieur*. Il n'y n'avait pas alors de rang militaire plus élevé dans l'État.

Cette faveur insigne qui éclatait tout à coup sur un homme nouveau, et le contraste de sa jeunesse avec la haute position qu'il venait d'atteindre, devaient nécessairement fixer l'attention sur lui.

Il était à peine âgé de vingt-six ans. Sa taille était petite et grêle, sa figure creuse ; de long cheveux sans poudre lui tombaient

de chaque côté du front, et se rattachaient en queue derrière sa tête.

L'uniforme de général de brigade dont il était encore vêtu se ressentait de la fatigue des bivouacs. Les broderies du grade s'y trouvaient représentées, dans toute leur simplicité républicaine, par un petit galon de soie qu'on appelait alors *système* ; en un mot, son extérieur n'avait rien d'imposant, si ce n'était la fierté de son regard.

En le voyant, on se demandait qui il était, d'où il venait, par quels services antérieurs il s'était recommandé. Personne ne pouvait répondre, excepté les députés de la Convention, ses aides-de-camp, et les représentants du peuple qui avaient été à Toulon.

CHAPITRE IV.

Le mariage de Napoléon

Quand Napoléon prit possession de l'état-major de Paris, alors situé rue des Capucines, près la place Vendôme, il emmena avec lui Junot et Marmont qui étaient venus le rejoindre dans la capitale. Peu de jours après, le jeune Lemarrois, que Letourneur de la Manche lui avait recommandé chaudement, vint prendre rang parmi ses aides-de-camp, dont il avait dû augmenter le nombre, ainsi que son jeune frère Louis Bonaparte, sous-lieutenant de dragons, « avec lequel, disait-il, il avait partagé son pain et sa solde quand il n'était que lieutenant d'artillerie. » Un peu plus tard il s'attacha Murat. La sixième place d'aide-de-camp était réservée à Muiron.

« Le citoyen Muiron, écrivit-il à ce sujet au ministre, a servi « depuis les premiers jours de la Révolution dans le corps de l'artil-

« lerie. Il s'est spécialement distingué au siège de Toulon, où il a « été blessé en entrant un des premiers, par une embrasure, dans la cé- « lèbre redoute anglaise. Le 13 vendémiaire, il a commandé une des « batteries d'artillerie qui défendaient la Convention. Il m'a été très- « utile dans cette journée : je veux en faire mon sixième aide-de-camp, « et je demande pour lui le brevet de capitaine. »

Le père de Muiron avait été emprisonné comme fermier-général. Encore tout couvert du sang qu'il venait de répandre pour la patrie, le fils s'était présenté au Comité révolutionnaire, et avait été assez heureux pour obtenir sa liberté.

Quant à Murat, cet instinct infailible de Napoléon qui lui faisait juger au premier coup d'œil, tout le parti qu'il pouvait tirer d'un homme, lui avait fait aussi jeter les yeux sur lui pour en faire un de ses aide-de-camp dans la journée du 13 vendémiaire.

Il avait déjà deviné tout ce qu'il pouvait attendre d'un jeune homme dont l'ardent courage ne demandait que des périls.

Dès cette époque le nom de Napoléon devint populaire. Chargé du maintien de la tranquillité publique dans Paris, il dut fréquemment se montrer au peuple, parcourir les halles et les faubourgs, et parfois haranguer la multitude, sur laquelle il finit par acquérir de l'influence; mais il eut quelquefois à lutter contre des circonstances difficiles.

Une disette extrême affligeait les habitants de la capitale et causait souvent des troubles graves.

Un jour, entre autres, que les distributions de vivres avaient manqué, et qu'il s'était formé de nombreux attroupements à la porte des boulangers, Napoléon visitait la ville pour s'assurer que les mesures d'ordre qu'il avait prescrites étaient convenablement exécutées.

Tout à coup il est entouré, ainsi que son état-major, par un groupe tumultueux. Des femmes furieuses demandent du pain à grands cris; la foule augmente, les menaces se multiplient, et la situation devient de plus en plus critique.

Une de ces femmes, monstrueusement grosse, se faisait remarquer au milieu des plus exaltées par ses gestes et par ses paroles énergiques : c'était sans doute quelque notabilité des halles.

— Tout ce tas d'épauletiers, criait-elle en menaçant et en apostrophant le général et ses officiers, se moquent de nous; pourvu qu'ils

mangent et qu'ils s'engraissent, il leur est fort égal que le pauvre peuple meure de faim !

Napoléon se tourna vers elle, et lui répondit en souriant :

— La bonne, regardez-moi bien et dites-moi quel est le plus gras de nous deux ?



Cette simple observation, faite d'un ton tranquille, fut accueillie par un rire universel. L'orateur femelle resta court, heureux d'échapper par une promptre retraite aux huées de la multitude, qui, vaincue par une plaisanterie, se dispersa aussitôt et laissa le général continuer paisiblement sa route.

Entre autres opérations dont il avait été chargé, une fois l'insurrection du 13 vendémiaire tout à fait calmée, il avait reçu l'ordre de procéder au désarmement des sections de Paris, ce qu'il avait exécuté immédiatement en se faisant livrer toutes les armes qui se trouvaient au pouvoir des citoyens.

Madame de Beauharnais, qui tenait à conserver l'épée de son mari, saisie pour la seconde fois, résolut d'envoyer son fils Eugène à l'état-major pour l'y réclamer. Un jeune homme de douze à quatorze ans se présente donc un matin au lever de Napoléon, et lui expose sa requête en ces termes :

— Je m'appelle Eugène de Beauharnais, lui dit-il avec une sorte d'assurance ; je suis fils d'un ci-devant, le général de Beauharnais, qui a servi la République sur le Rhin.

Mon père a été dénoncé au Comité de salut public, comme suspect, et déféré au tribunal révolutionnaire, qui l'a fait assassiner deux jours avant la chute de Robespierre....

— Assassiner ?... s'écria Napoléon.

— Oui, citoyen général ! répète Eugène avec feu ; j'appelle cette condamnation un assassinat !... Au nom de ma mère, continua-t-il, je viens vous demander d'employer votre crédit auprès du Comité, pour me faire rendre l'épée de mon père, que je veux employer, désormais, à combattre les ennemis de la patrie.

Ces paroles à la fois pleines de noblesse et de fierté, devaient plaire à Napoléon. Il regarda Eugène attentivement :

— Bien ! jeune homme, très-bien ! dit-il ; j'aime en vous ce courage et cette tendresse filiale. L'épée du général de Beauharnais, l'épée de votre malheureux père, va vous être rendue. Attendez.

Et, sur-le-champ, il appelle un de ses aides-de-camp, et lui dit quelques mots à voix basse. L'officier sort, et revient bientôt avec une épée qu'il remet entre les mains d'Eugène. Celui-ci, les yeux humides de larmes, la presse sur son cœur et la couvre de baisers. Pendant ce temps, Napoléon a continué de fixer ses regards sur Eugène ; il se sent doublement ému, et des grâces de son âge et de la franchise de sa démarche.

— Mon jeune ami, lui dit-il avec bonté, je serais heureux de pouvoir faire quelque chose pour vous, ou du moins pour votre famille.

— Alors, citoyen général, ma mère et ma sœur vous béniraient.

Cette naïveté fit sourire Napoléon. Il témoigna encore beaucoup de bienveillance au jeune homme et l'engagea à revenir le voir.

Madame de Beauharnais, instruite de la réception gracieuse que le général avait faite à son fils, se crut obligée d'aller le remercier. Napoléon lui rendit sa visite, et peu à peu la connaissance devint plus intime.

Napoléon avait alors vingt-sept ans, et Joséphine trente-trois. Née à la Martinique, le 24 juin 1763, d'une famille riche et considérée (Les Tascher de la Pagerie), elle était venue fort jeune en France,



et y avait épousé le vicomte Alexandre de Beauharnais, capitaine d'infanterie.

En 1789, le vicomte avait été nommé député aux Etats-Généraux ; il s'y était déclaré pour le parti populaire, et avait présidé plusieurs fois l'Assemblée nationale.

Ayant obtenu en 1792 le commandement de l'armée du Rhin, il s'y conduisit avec une modération qui commença par le rendre suspect, et finit par lui devenir fatale, en l'exposant

à des dénonciations, tellement absurdes, qu'il crut ne pouvoir mieux se justifier qu'en donnant sa démission ; mais cette condescendance le conduisit à l'échafaud, où il expia son dévouement sincère pour la liberté de son pays.

Madame de Beauharnais, emprisonnée elle-même depuis dix-huit mois, d'abord à Sainte-Pélagie, près du Jardin-des-Plantes, puis dans la maison d'arrêt des Carmes de la rue de Vaugirard, y tomba gravement malade, lorsque son acte d'accusation, c'est-à-dire l'arrêt de sa mort, lui fut notifié.

Heureusement pour elle, un brave et généreux médecin polonais, chargé de la soigner, déclara que sa maladie allait en faire justice, et qu'elle n'avait pas vingt-quatre heures à vivre si elle était retenue plus longtemps prisonnière. Elle obtint sa liberté.

A sa sortie de prison, Joséphine eût été réduite à la misère avec ses deux enfants, Eugène et Hortense, si ses amies ne se fussent empressées de venir à son secours. De ce nombre furent mesdames Tallien et Récamier.

Dans la suite, toutes trois devinrent inséparables. A cette époque, Joséphine allait quelquefois à Chaillot visiter Barras, qui faisait en grand seigneur les honneurs de la République. Napoléon voyait aussi

ce directeur, mais rarement. Dès l'instant qu'il eut rencontré chez lui madame de Beauharnais, ses visites devinrent plus fréquentes. Enfin, il se décida à offrir sa main et son avenir à la veuve du vicomte de Beauharnais. Leur mariage eut lieu quelques mois tard.

En épousant Joséphine, Napoléon associait sa fortune à celle de deux puissants protecteurs : Barras et Tallien. Le premier gouvernait la France ; le second, par ses relations politiques, n'avait pas moins d'influence ; mais bien que le jeune général leur eût déjà rendu un immense service dans la journée du 13 vendémiaire, il avait plus que jamais besoin de leur appui. Aussi, le vendredi 19 ventôse an IV (8 mars 1796), l'acte civil du mariage de Napoléon avec Joséphine fut-il passé en présence de Tallien, de Carundel, d'Hortense et d'Eugène de Beauharnais, et de quelques autres personnes parmi lesquelles étaient Barras et Lemarrois, aide-de-camp de Napoléon. Collin, officier public, reçut le serment des époux. Il ne les unit cependant qu'à dix heures du soir, parce que la mariée s'était fait attendre à la municipalité. Là, Collin, n'ayant pu vaincre le sommeil qui l'accablait, s'était assoupi. Napoléon lui frappa vivement sur l'épaule pour l'éveiller.

Toutes les formalités remplies, les mariés allèrent habiter un petit hôtel de la Chaussée-d'Antin, situé *rue Chantereine*, que Napoléon avait acheté récemment de Talma, après la mort de la première femme de celui-ci, Julie Vanhove, à qui il avait appartenu.

« Cette union qui, pendant longtemps fit le bonheur de Napoléon, dit M. de Norvins, ne s'était pas accompli sans difficultés. Madame de Beauharnais, riche de vingt-cinq mille livres de rentes, débris de sa fortune personnelle et de celle de son mari, avait des amis qui lui firent de vives représentations sur son mariage avec un militaire plus jeune qu'elle et sans fortune. On a raconté à ce sujet une anecdote que nous transcrivons ici.

« Madame de Beauharnais était allée avec son futur mari chez M^e Raguideau, son notaire, chargé de rédiger le contrat de mariage. Ce notaire, qui fut celui de Napoléon, se crut obligé de faire quelques observations à sa cliente. Il profita du moment où il se trouva seul avec elle pour lui renouveler les instances que la plupart de ses amis lui avaient déjà faites, et finit par lui dire :

« — Comment pouvez-vous épouser un soldat qui n'a que la cape et l'épée. »

« Bonaparte, qui se trouvait dans une pièce voisine dont la porte était entr'ouverte, parut n'avoir rien entendu. Mais huit années plus tard, le 2 décembre 1804, jour de son couronnement, au moment où il allait partir pour Notre-Dame, il aperçoit, dans la foule des gens de sa maison, M^e Raguideau ; il le tire à l'écart, et lui montrant d'un côté le manteau impérial parsemé d'abeilles d'or, et de l'autre la longue épée de Charlemagne :

« — Monsieur, lui-dit-il en souriant, voilà la cape, et voici l'épée. »

— Eh bien ! lui dit ce dernier, du plus loin qu'il l'aperçut, n'avais-je pas raison, il y a deux ans chez ma mère, de t'engager à prendre patience ? Tu le vois, je commande Paris !

Aussitôt après son mariage, Napoléon qui traitait déjà Eugène comme un fils, le plaça dans son état-major, parmi ses aides-de-camp.

Le jeune homme remplit ces fonctions quoiqu'il n'eût encore été ni reconnu ni commissionné, comme tel, par le Comité de la guerre, et qu'il n'eût encore occupé aucun grade dans l'armée.

En sa qualité de général en chef de l'armée de l'intérieur, Napoléon ne sortait jamais de l'hôtel de l'état-major, qu'il habitait avec ses aides-de-camp, sans que chacun s'étonnât de le voir accompagné d'officiers si jeunes, bien qu'il n'eût lui-même que vingt-sept ans ; mais son frère Louis Bonaparte en avait vingt-six seulement ; Murat vingt-huit, Junot vingt-quatre, Muiron vingt, Marmont dix-neuf, Lemarrois dix-sept, et Eugène, moins de quinze.

Dès que ce petit cortège se mettait en route, il était aussitôt suivi par des ouvriers qui, n'ayant rien à faire, l'accompagnaient par désœuvrement, et précédé d'une foule de véritables gamins de Paris, dont la place Vendôme était alors le rendez-vous ordinaire, les uns avec un casque de papier sur la tête, les autres avec un sabre de bois au côté.

Tous marchaient ainsi en agitant dans leurs doigts ces débris de poterie brisée que les enfants appellent vulgairement des *cascarinettes*, et imitaient avec leurs voix les *rrrlan-plan-plan* des tambours.

Napoléon souriait à leurs jeux et ne disait rien ; seulement il avait le soin d'écarter, avec le bout de sa cravache, dans la crainte que

son cheval ne vînt à les fouler aux pieds, ceux des plus enthousiastes qui s'approchaient trop près de lui.

Mais ses aides-de-camps, dont quelques-uns n'étaient guère plus âgés que la plupart de ceux qui formaient cette escorte rieuse et bruyante, n'avaient ni la même modération ni la même patience ; ils eussent volontiers pourchassé cette marmaille en se servant du plat de leur sabre, si leur général ne leur eût expressément défendu ce mode de répression.

A ce spectacle grotesque, chacun s'arrêtait en souriant ; quelques-uns même haussaient les épaules :

— Voilà un fameux état-major pour protéger la République ! disaient-ils d'un ton de pitié.

Avant son mariage, Napoléon c'était occupé de la formation de la *garde du Directoire*. Cette troupe d'élite devint plus tard la *garde des Consuls* et le noyau de la *vieille garde impériale*, qui se montra toujours si digne, si héroïque dans les triomphes, si ferme et si calme dans les revers.

A la même époque, Lucien Bonaparte, après avoir été incarcéré dans les prisons d'Aix, avait été remis en liberté, grâce aux démarches que son frère avait faites à Paris auprès de Carnot.

Après sa délivrance, Lucien n'ayant plus d'emploi, s'était retiré dans une ferme aux environs de Marseille, avec l'intention de se livrer exclusivement à des travaux d'agriculture, lorsque son frère obtint pour lui le brevet de commissaire des guerres.

Il vint à Paris, où il trouva Napoléon installé à l'hôtel du commandant de la division.



La Campagne d'Italie.

Le commandement en chef de l'armée d'Italie, ce vaste théâtre sur lequel Napoléon devait commencer à faire briller son génie militaire et administratif, était la dot que lui avait apportée madame de Beauharnais ; elle-même remit à son mari le message du directoire, daté du 4 vendémiaire au IV (23 février 1796), qui lui confiait ce poste important.

Après son mariage, Napoléon ne demeura qu'une huitaine auprès de Joséphine, forcé qu'il fut de quitter Paris, le 21 Mars suivant, pour aller se mettre à la tête de son armée, dont le quartier-général était à Nice.

Il partit après avoir assuré à sa femme le séjour si agréable de la Malmaison, qui avait été la propriété de M. Lecoutelleux-de-Canteleau.

A cette époque, l'Italie, l'Angleterre, l'Autriche, l'Empire Germanique, la Russie, le roi de Sardaigne, le roi de Naples et le Pape étaient coalisés contre la République française ; mais l'Espagne et la Prusse, par le *traité de Bâle*, s'étaient détachées de la coalition, et leurs relations, quoique équivoques, se bornaient à une stricte neutralité.

La Suède et le Danemarck seuls, avaient résisté aux prétentions du cabinet de Londres, et maintenaient avec énergie les principes du droit maritime.

Pendant le Portugal, bien que tributaire de l'Angleterre, aspirait, depuis le traité de Bâle à suivre l'exemple de l'Espagne, en se

retirant d'une ligue dans laquelle il n'avait aucun intérêt ; et l'Autriche, satisfaite de l'accroissement de territoire qu'elle avait obtenu dans le partage de la Pologne, aurait peut-être été disposée à accepter la paix, comme la Prusse, si les derniers succès qu'elle venait d'obtenir sur l'armée de Pichegru, ne lui eussent donné l'espoir de reconquérir la Belgique, qu'un décret de la Convention avait récemment réunie à la France.

Le but que le gouvernement directorial se proposait en portant la guerre en Italie, conformément au projet conçu par Napoléon, était de forcer le roi de Sardaigne à se détacher de la coalition, et d'amener l'Autriche, en l'attaquant directement dans ses états de Lombardie, à faire la paix avec la République française.

Pour arriver à ce résultat, Napoléon manœuvrant par sa droite, devait entrer en Italie au point où les contre-forts des Apennins s'abaissent avant de se joindre à ceux des Alpes ; descendre en Lombardie par le mont Ferrat, et porter tous ses efforts contre les Autrichiens, afin de détacher le Piémont de leur alliance.

Pendant ce temps les armées Françaises d'Allemagne, réorganisées sous les ordres de Jourdan et de Moreau, reprenant l'offensive, auraient marché sur la Souabe et sur la Franconie, pour se réunir ensuite au cœur de la Bavière.

Napoléon, après avoir détrôné ou obligé à la paix le roi de Sardaigne, devait s'avancer sur l'Adige, et contraindre l'armée autrichienne à quitter la Péninsule Italique.

Ce plan de campagne, remis au général en chef par le directeur Carnot, était celui-là même qu'une année auparavant Napoléon avait tracé pour Scherer, qui n'avait pas su l'exécuter.

Sur ces entrefaites Napoléon arriva à Nice le 27 Mars ; mais au lieu d'une armée de soixante mille hommes qu'on lui avait annoncés, il ne trouva que trente mille combattants disponibles, dépourvus de tout, sans argent, sans vivres, sans souliers, sans habits ; d'ailleurs indisciplinés et adonnés au pillage.

Cette armée à la vérité, était jeune, enthousiaste et intrépide ; victorieuse naguère avec Napoléon, elle l'avait encore été depuis sous Masséna : il ne lui fallait qu'un chef.

L'armée coalisée austro-sarde, commandée par le vieux général

Beaulieu, militaire habile, actif et entreprenant, comptait quatre-vingt mille combattants et deux cents pièces de canon.

Napoléon n'avait sous son commandement que quatre divisions aux ordres des généraux Masséna, Laharpe, Augereau et Serrurier, formant un total de vingt-sept mille hommes d'infanterie, trois mille cavaliers, et trente pièces d'artillerie ; mais son génie devait suppléer au nombre des soldats et des canons.

Le nouveau général était connu des autres généraux par ses savantes combinaisons stratégiques de la campagne de 1795 ; il sut promptement leur imposer, quel que fût leur dépit de se voir commander par un si jeune chef.

Pour obtenir la confiance des soldats, il fallait des victoires ; Napoléon leur en promit et il tint sa promesse.

A son arrivée, son premier soin fut de porter son quartier-général de Nice à Albenga, afin de se rapprocher de l'ennemi ; mais avant de partir il s'adressa aux braves qu'il était chargé de conduire au combat, et leur dit :

« Soldats !

« Vous êtes mal vêtus, mal nourris. Le gouvernement vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner ! Votre patience, le courage que vous montrez au milieu des rochers sont admirables ; mais ils ne procurent aucune gloire ; aucun éclat ne rejailit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde ! De riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir ; vous y trouverez honneur, gloire et richesses !... Soldats de l'armée d'Italie !... manqueriez-vous de courage ou de constance ? »

Ces paroles, qui prouvent aux soldats que le général comprend leurs besoins et leurs vœux, produisent un effet électrique.

Les hostilités commencent : Beaulieu, qui dirige l'armée autrichienne, marche sur Gênes ; le centre de son armée, aux ordres d'Argenteau, arrêté par la belle défense du général Rampon, est battu à Montenotte.

Les gorges de Millesimo sont forcées ; un corps d'élite commandé par Provera et qui lie l'armée autrichienne à l'armée piémontaise, est obligé de chercher un refuge dans le château de Cosseria et de mettre bas les armes, après une vaine tentative du général Colli pour le délivrer.

Napoléon voulait faire poursuivre les Piémontais, qui, au nombre de vingt-cinq mille, occupaient le camp retranché de Ceva ; il est obligé d'arrêter son mouvement pour attaquer les Autrichiens qui se concentrent à Dégo.

C'est là qu'Argenteau est battu une seconde fois.

Le corps autrichien, aux ordres du général illyrien Wukassowick, vient se présenter ensuite sur le même champ de bataille, et y éprouve une défaite pareille.

Débarrassé des Autrichiens, Napoléon laisse la division Laharpe à sa droite pour contenir Beaulieu, et marche de nouveau contre les Piémontais avec les divisions Augereau, Masséna et Serrurier.

Ce fut dans cette marche, qu'arrivant sur les hauteurs de Monto Zemolo, l'armée française contempla avec étonnement la chaîne gigantesque des Alpes, qu'elle voyait s'élever derrière et autour d'elle sans l'avoir traversée.



— Annibal a franchi les Alpes ! nous, s'écria Napoléon, nous les avons tournées.

C'était en effet le plan et le résultat des premières manœuvres de

cette campagne merveilleuse. Cependant Colli, pressé de front par des forces supérieures, menacé sur sa gauche par le mouvement d'Auge-reau, qui avait passé le Tanaro, se vit obligé d'évacuer le camp de Ceva sans combattre.

Napoléon le poursuivit, l'atteignit à Vico, près de Mondovi, et le rejeta derrière la Stura.

Le 26 avril, les trois divisions françaises étaient réunies à Alba à dix lieues de Turin. Dès le 25, le quartier-général de l'armée française avait été établi à Cherasco.

En quinze jours, Napoléon avait fait plus que l'ancienne armée d'Italie en quatre campagnes. Il en témoigna ainsi sa reconnaissance à ses troupes :

« — Soldats leur dit-il, vous avez en quinze jours remporté six victoires, pris vingt-et-un drapeaux, cinquante pièces de canon, plusieurs places fortes, et conquis la plus riche partie du Piémont.

« Vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé dix mille hommes. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout ; vous avez gagné des batailles sans canon, passé des rivières sans pont, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué plusieurs fois sans pain : les phalanges républicaines étaient seules capables d'actions si extraordinaires !

« Grâce vous soient rendues, soldats ! Les deux armées qui naguère vous attaquaient avec audace, fuient devant vous... Mais il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez rien fait, puisque beaucoup de choses vous restent encore à faire.

« Ni Turin ni Milan ne sont à nous : vos ennemis foulent encore les cendres des vainqueurs des Tarquins ! La patrie attend de vous de grandes choses.

« Vous justifierez son attente ! Il vous faut punir les rois orgueilleux qui méditaient de lui donner des fers ; et alors vous pourrez dire avec fierté, en rentrant dans le sein de vos familles : *Félicitez-vous de l'armée d'Italie !*

« Eh bien ! amis, je vous la promets cette conquête ! Et vous, peuples d'Italie, l'armée française vient chez vous pour rompre vos fers : le peuple français est l'ami de tous les peuples. Venez avec confiance au devant de nos drapeaux. Votre religion, vos propriétés et vos usages seront religieusement respectés. Nous faisons la guer